



Quand les médias occultent une grande mobilisation pour la justice sociale

Plus de 800.000 personnes ont participé samedi 17 octobre aux manifestations organisées partout en France. Le SNJ-CGT se félicite de ces cortèges pacifiques, où les slogans faisaient autant preuve d'analyse politique que d'inventivité et d'humour. Ces 800.000 personnes aux horizons parfois très différents étaient là pour une même chose : revendiquer la justice sociale.

Au lieu de mettre d'abord en avant cette réalité, beaucoup de médias lui ont préféré les scènes de violences, qui ont indéniablement marqué cette journée de mobilisation, mais ne sont le fait que de quelques milliers de personnes. Quelques milliers contre 800.000 et pourtant, les choix rédactionnels majoritaires jouent davantage sur le sensationnalisme et la peur que sur la réflexion.

Exemple parmi beaucoup d'autres : *La Voix du Nord* titre son édition du 18 octobre « Scènes de chaos ». Seule la légende de la photo - en beaucoup plus petit - rend compte de la situation avec davantage de justesse : « Plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté hier en France. En marge des cortèges, de violents débordements ont eu lieu dans plusieurs grandes villes, comme ici à Lille. »

La Voix du Nord ne dénote en rien de ses confrères, tant le mot « chaos » fait l'unanimité, du *Républicain Lorrain* à *Sud-Ouest*, en passant par *Ouest-France*, *Nice Matin* et *Sud-Ouest*, tandis que *Le Parisien* préfère « Scènes d'insurrection ». *Le JDD*, bien obligé de se placer un cran au-dessus, ajoute au « chaos » l'affirmation que « la France s'embrase »...

Dans la matinale de dimanche sur France Inter, la mobilisation de la veille est réduite par un journaliste à une « journée d'émeutes », tandis que sa collègue parle d'un « Paris ravagé ». Si Paris est « ravagé », quels mots restera-t-il pour décrire le village du Porge, en Gironde, après la destruction de 180 maisons par les méga-incendies de l'été ? Le Népal après les glissements de terrain et les coulées de boue ? Les ruines de Gaza sous les bombes israéliennes ?

Et, partout ou presque, des sites d'information aux chaînes d'info en continu, des vidéos tournent en boucle : pillages de magasins, mairie de Limoges incendiée, résidence préfectorale de Bordeaux saccagée...

Si nous ne minimisons pas les violences, nous refusons qu'elles éclipsent l'ampleur de la mobilisation sociale pacifique qui a déferlé dans les rues. Nous refusons également que les violences policières (gazage, coups de matraque...) commises contre des manifestant-es pacifiques

- et à notre connaissance, contre quatre journalistes, à Paris et Montpellier - soient passées sous silence.

Nous saluons la tribune publiée le 16 octobre (soit la veille des manifestations de samedi) par *l'Humanité* ([lire ici](#)), où 780 étudiant-es d'écoles de journalisme - au cursus reconnu par la profession - affirment ne pas vouloir « de ce journalisme » qui consiste, dans la couverture du mouvement lycéen, pour « certains médias [à] omettre les violences policières, en se concentrant davantage sur les incidents provoqués par des "individus extérieurs", qui se seraient greffés aux groupes des lycéen·nes ». Les signataires estiment que « les rédactions mettent sous silence ce mouvement social » et affirment se reconnaître « davantage dans la couverture de certains médias à la ligne éditoriale indépendante ».

Comme il l'a toujours fait, le SNJ-CGT appelle les journalistes et les médias à faire rigoureusement leur travail d'enquête, de reportage et de décryptage des revendications portées.

Le SNJ-CGT soutient les mobilisations pour la justice sociale et appelle doré et déjà à participer à la journée de grève et de manifestations du 5 novembre, intersyndicale (CFDT, CGT, FO, Unsa, FSU) et interprofessionnelle, « pour les salaires, les services publics, l'emploi et l'industrie ».

Montreuil, le 19 octobre 2026.